



**ÉTABLISSEMENT
PUBLIC FONCIER
DE BRETAGNE**

**APPROBATION DE L'AVENANT N°1
A LA CONVENTION OPERATIONNELLE
DU 22 juillet 2013
COMMUNE DE PLÉHÉDEL
SECTEUR « Venelle de Kerillis »**

Délibération n° B-19-93

Le Bureau, réuni le 24 septembre 2019,

Vu l'article R 321-9 du Code de l'Urbanisme, autorisant le Directeur Général à passer des contrats, des actes d'acquisition, aliénation, échange,

Vu le décret n° 2009-636 du 8 juin 2009 portant création de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPF Bretagne), et notamment :

- son article 2 qui dispose que les missions de cet établissement peuvent être réalisées pour le compte des collectivités territoriales, de leurs groupements ou de leurs établissements publics, en application de conventions passées avec eux
- son article 11 qui dispose que le Conseil d'Administration approuve ces conventions et que ce pouvoir d'approbation peut être délégué au Bureau,

Vu le règlement intérieur de cet établissement, approuvé par délibération n° C-18-02 du Conseil d'Administration du 13 mars 2018,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Bretagne n° C-15-22 du 24 novembre 2015 donnant délégation au Bureau pour approuver :

- les conventions opérationnelles et conventions de veille foncière passées sur la base d'une convention cadre ainsi que leurs avenants
- les conventions opérationnelles et conventions de veille foncière d'un montant inférieur à un million d'euros hors taxes passées en l'absence de convention cadre, ainsi que leurs avenants
- en cas d'urgence avérée et motivée, s'agissant notamment de l'exercice du droit de préemption, les conventions opérationnelles et conventions de veille foncière d'un montant supérieur à un million d'euros hors taxes passées en l'absence de convention cadre

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2014 portant nomination de la directrice générale de l'EPF Bretagne,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF Bretagne n° C-15-17 du 24 novembre 2015 approuvant le 2^{ème} Programme Pluriannuel d'Interventions (PPI), qui détermine les grands enjeux portés par l'EPF Bretagne pour la période 2016-2020, à savoir :

- la réalisation d'opérations en renouvellement urbain
- la priorité portée sur les opérations de logements, et notamment de logements locatifs sociaux, en respectant un taux minimal de production 20% de logements locatifs sociaux de type PLUS/PLAI (ou dérogations décrites dans le PPI)
- la recherche d'une certaine densité, suivant un ratio minimal de 20 logements par hectare
- la restructuration des zones ou foncières d'activités économiques existants
- la maîtrise de secteurs intégrés à des périmètres de risques technologiques ou naturels
- A titre subsidiaire, la préservation d'espaces naturels remarquables menacés et l'action foncière concertée en faveur de l'installation de jeunes agriculteurs

Par ailleurs, de manière transversale, l'EPF Bretagne porte une attention particulière :

- aux démarches globales de revitalisation des centres-bourgs engagées par les collectivités
- aux possibilités de restructuration des friches ou emprises foncières délaissées,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'EPF Bretagne n° C-15-23 du 24 novembre 2015 donnant délégation de compétences à la Directrice Générale,

Vu la convention cadre signée entre l'EPF Bretagne et la communauté d'agglomération Guingamp Paimpol Armor-Argoat Agglomération signée le 12 juillet 2018

Vu la convention opérationnelle d'actions foncières signée entre l'EPF Bretagne et la commune de Pléhédel le 22 juillet 2013,

Vu le projet d'avenant annexé à la présente délibération,

Considérant que la commune de Pléhédel souhaite réaliser des acquisitions foncières pour la mise en œuvre d'un projet de densification urbaine et de revitalisation commerciale, sur le secteur de venelle de Kerillis, rues Saint-Fiacre et Docteur Mahé, et qu'elle a signé pour cela une convention opérationnelle d'actions foncières avec l'EPF Bretagne le 22 juillet 2013,

Considérant que depuis la signature de cette convention opérationnelle l'EPF Bretagne a acquis un certain nombre de parcelles dont les portages (5 ans acquisitions par acquisition) arrivent pour certaines d'entre elles à échéance,

Considérant que pour des raisons économiques et opérationnelles il est opportun de lisser la durée de portage des biens actuellement propriété de l'EPF Bretagne, afin d'éviter une multiplicité de reventes à la commune au fur et à mesure des échéances de portage initialement convenues (5 ans à compter des dates d'achat par l'EPF Bretagne, parcelles par parcelles) mais plutôt de les adapter à des emprises cohérentes et opérationnelles,

Considérant que ce lissage aura pour effet d'allonger certains portages en cours et d'en réduire d'autres, de sorte que l'unique date d'échéance des portages actuellement en cours pour cette opération est fixée au 04 septembre 2020,

Considérant l'intérêt de conclure un avenant prenant en compte ces modifications,

Considérant que cela ne modifie pas les engagements de la commune quant aux critères de l'EPF Bretagne à savoir :

- Privilégier les opérations de restructuration
- Viser la performance énergétique des bâtiments
- Le respect du cadre environnemental
- Limiter au maximum la consommation d'espace,

Considérant que l'EPF Bretagne a proposé un projet d'avenant, joint à la présente délibération, qui modifie les articles n°4 et 10 de la convention initiale,

Le Bureau, après en avoir délibéré :

Approuve le projet de d'avenant n°1 à la convention opérationnelle du 22 juillet 2013 à passer avec la commune de Pléhédél et annexé à la présente délibération,

Autorise la Directrice Générale de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne à signer ledit avenant ainsi que toute pièce ou document nécessaire à son exécution,

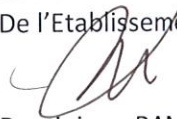
Nombres de votants : 9

Nombre de voix POUR : 9

Nombre de voix CONTRE : 0

Nombre d'abstentions : 0

Le Président du Conseil d'Administration
De l'Etablissement Public Foncier de Bretagne



Dominique RAMARD

Transmis à la Préfète de région le 01 OCT. 2019
Approuvé par la Préfète de région le 02 OCT. 2019

La Préfète de région



Michèle KIRRY

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne et affichée au siège de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne, sis 72 boulevard 1er – CS 90721 – 35207 RENNES cedex 2.

La présente délibération et les pièces s'y rapportant sont également consultables au siège de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne.

